



“L’énigme et le paradoxe”, une étude pour mieux comprendre Madagascar



image article

océan indien. La trajectoire économique et sociale de Madagascar, montrant une fracture grandissante entre les élites et la population, contredit une aspiration historique à un avenir partagé.

Deux conférences, organisées à Saint-Denis et à Saint-Pierre, les 23 et 24 mai, ont apporté un nouvel éclairage sur le «mystère» malgache. Selon l’expression choisie par Mireille Razafindrakoto et François Roubaud, enseignants-chercheurs spécialistes de Madagascar et directeurs de recherche à l’IRD. « Rien ne prédestinait Madagascar à être l’un des pays les plus pauvres du monde. Sa trajectoire économique de long terme constitue un véritable mystère. Non seulement le PIB par tête n’a cessé de reculer depuis 1960, aujourd’hui à hauteur de 363 euros, mais à chaque fois que le pays s’est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature socio-politique, venant mettre à bas les espoirs qu’elle avait suscités. » Cette tendance récessive demeure une énigme. Elle est aussi totalement paradoxale, car Madagascar n’a pas connu qu’un long épisode de récession continue. Mais chaque ébauche de décollage s’est finalement soldée par une crise politique majeure. « Chaque régime a cherché à renforcer son pouvoir en le personnalisant et en s’assurant le soutien d’un groupe restreint d’acteurs influents. Aucun n’a cherché



[Visualiser l'article](#)

l'appui de la grande masse en cherchant à répondre aux aspirations populaires. » L'oubli et l'exclusion de la vaste majorité, à 78 % rurale, ont été une constante de l'histoire malgache. C'est pourtant son mécontentement qui conduit à des mobilisations, parfois manipulées, menant au renversement des régimes. Les travaux des deux chercheurs, économistes et statisticiens, à l'appui de vastes consultations sociologiques, mettent en évidence une fracture grandissante entre les élites et la population. Celles-ci ne représentent que 0,1 % de la population. Constituées de descendants de nobles du temps de la royauté, avec une dominance de l'ethnie Merina, de la région d'Antananarivo.

De fortes aspirations démocratiques

Elles sont déconnectées de la classe moyenne, qui ne représente elle-même que 8 % de la nation. « La nouvelle période, depuis 2013, n'a rien changé à la donne structurelle de l'équation malgache. Une nouvelle crise pourrait cette fois atteindre la grande capacité de résilience dont Madagascar a, jusqu'ici, fait preuve. » Le chaos reste un scénario possible, mais la perspective d'une tyrannie militaire, envisagée par certains analystes, n'est guère réjouissante. « Ce n'est pas une trajectoire inéluctable, compte tenu de la capacité de réaction et d'institutionnalisation de la société malgache. Car les aspirations démocratiques restent fortes, à Madagascar, même si les dévoiements du processus de démocratisation ont fait douter de son efficacité. L'importance des mobilisations populaires de 2016, à Sohamahamanina, contre l'exploitation d'une mine d'or par une compagnie chinoise, en a témoigné».

Des pistes pour un avenir partagé

«La fragilité des coalitions entre élites peut laisser le champ libre à une mobilisation organisée de la société civile. Pour développer des institutions de contre-pouvoir et des corps intermédiaires donnant plus de voix à la population. «Pour porter dans la sphère publique ce qui est actuellement de l'ordre de la contestation silencieuse. La consolidation de la démocratie passerait alors par une dynamique sociale, politique et économique inclusive. Il serait possible de restaurer la signification traditionnelle de "fihavanana", valeur essentielle inscrite au Préambule de la Constitution, comme idéal d'entente sociale. Et celle de "fokonolona" (communauté territoriale participative)». «Ancrées dans l'histoire, en un système de valeurs malgaches propices au développement partagé et équitable. L'usage qui en a été fait a souvent servi d'instrument de domination et d'oppression, mais le sens de ces termes n'est pas immuable et est capable de constante évolution.» « Nous sommes convaincus que ces travaux permettront de mieux comprendre le "mystère" malgache, d'en dévoiler les ressorts, en offrant des pistes pour l'action. En particulier, pour redéfinir la relation entre pouvoir et citoyens, entre élites et population, autour d'un nouveau contrat social et d'un avenir partagé », conclut Mireille Razafindrakoto.

Philippe Stéphant

« L'énigme et le paradoxe », Économie politique de Madagascar. Editions IRD (2017).

La première diaspora d'Afrique sub-saharienne en France

Selon les statistiques des Nations-Unies, les Malgaches constituent la plus importante des diasporas de l'Afrique sub-saharienne en France. Soit 145 000 personnes, devant les diasporas sénégalaise, ivoirienne et camerounaise. Les ressortissants malgaches émigrent, à 92 %, vers les pays de l'OCDE, mais très majoritairement en France puisqu'ils ne sont que 170 000 individus dans le monde, dont 152 000 en Europe, incluant l'Hexagone. Le souhait d'émigration est d'ailleurs assez faible, à Madagascar. Il concerne 11 % de la population, mais 8 % seulement ont effectué des démarches et le taux d'émigration, en 2011, était de 1 %. La diaspora contribue à l'économie de Madagascar à hauteur de 4,4 % du PIB du pays, soit une moyenne de 15



[Visualiser l'article](#)

euros par habitant. En France, 37 % des résidents issus de Madagascar ont conservé leur nationalité alors que 63 % ont acquis la nationalité française. Les femmes sont les plus nombreuses, dans l'Hexagone (63 %), contre 37 % d'hommes. La tranche d'âge de 25 à 40 ans est la mieux représentée. A la différence d'autres communautés sub-sahariennes, les migrants originaires de Madagascar ne sont que pour 32 % en Ile-de-France. Avec une présence plus forte dans les communes rurales (9 %), confirmant un processus d'intégration spatiale qui tend à rendre invisible leur communauté dans l'actualité médiatique. La Réunion accueille 12 % de la diaspora malgache, second lieu de résidence après la région parisienne. On compte 17 000 migrants issus de Madagascar à La Réunion et environ 5 000 à Mayotte. 27 % d'entre eux sont des actifs occupés. 37% sont demandeurs d'emplois. D'autres sont étudiants (9 %), retraités (7 %), ou inactifs. 9% occupent un emploi de cadre, 20 % dans l'enseignement ou une profession intermédiaire. 37 % travaillent dans le tertiaire et 20 % comme ouvriers.